

**LE POINT
DE VUE**

d'Aurore Bergé,
Stanislas Guerini
et Amélie de Montchalin

Retrouver les fondements de notre contrat social

Depuis trente ans, notre système politique, économique et social déçoit les Français. Il n'est pas à la hauteur de leurs attentes. Il n'est pas capable de faire reculer durablement le chômage de masse, de réduire les inégalités, d'offrir des perspectives de progrès au plus grand nombre, d'anticiper les évolutions économiques et écologiques. Légitimement, l'impatience des Français est croissante, elle se transforme en exaspération et en colère.

Depuis dix-huit mois, une majorité nouvelle lève un à un les blocages, supprime les rentes de situation, réhabilite la prise de risques, renouvelle et améliore les protections et les solidarités. Il n'y a pas d'abri antimondialisation, cela n'existe pas. Avec notre action, elle doit désormais ouvrir des perspectives à chacun et non à quelques-uns.

Il y a deux ans, alors qu'En marche n'avait que quelques mois, nous sommes partis à la rencontre des Français pour poser ensemble les bases d'un nouveau contrat avec la nation. Des milliers de nos concitoyens y ont participé et ont contribué à renverser les structures partisans qui avaient mené le pays dans l'impasse. Des Français de droite et des Français de gauche ont découvert qu'ils pouvaient travailler ensemble, parfois pour leur plus grande surprise.

Cette volonté de réconciliation ne nous a jamais quittés. Aujourd'hui, nous poursuivons ce travail avec l'ensemble des Français. Un grand nombre d'entre eux ont eu l'impression d'avoir perdu le pouvoir d'influer sur le cours des choses, que les blocages et la violence sont nécessaires pour se faire entendre. En cela, ils ont été légitimés par les discours de l'extrême gauche et de l'extrême droite. Mais vivre en démocratie, c'est précisément savoir que l'on peut changer le pouvoir sans

recourir à la violence. La violence est un poison, elle détruit la société.

Notre contrat social est en danger quand la légitimité de l'action publique n'est plus ressentie par tous. Cela affaiblit le consentement à l'impôt, le consentement à l'autorité des forces de l'ordre. Demain, c'est le consentement à faire société et à tisser des solidarités entre nous qui sera menacé.

Les blocages sont eux-mêmes une forme de violence.

Ils ne font qu'accentuer les problèmes du pays en affaiblissant nos entreprises et leurs salariés.

Sur les ronds-points de notre pays, des Français ont eu le sentiment de retrouver la voix au chapitre qu'ils croyaient avoir perdue. Nous leur disons aujourd'hui que nous devons tous continuer ce dialogue. Il aura lieu avec le grand débat national, dans les salles des fêtes et dans les salles polyvalentes de nos communes. Il faut arrêter les blocages. Ils sont eux-mêmes une forme de violence et ne font qu'accentuer les problèmes du pays en affaiblissant nos entreprises et leurs salariés.

Dans tous les territoires, le débat nous permettra de retrouver les fondements de notre contrat social, de nous retrouver. Nous devons construire les nouvelles idées dont notre pays a besoin. Sur le financement de nos services publics, leur modernisation, leur présence sur le territoire, l'efficacité de l'Etat, la réduction de la dépense publi-

que. Sur la concrétisation dans chaque foyer d'une transition écologique qui améliore le pouvoir d'achat, sur la remise à plat de notre système fiscal pour plus de justice sociale. Sur la façon de rémunérer justement le travail et de remettre la France au travail. Sur notre identité profonde, notre relation à la citoyenneté, notre soif de démocratie et de participation. Dire ensemble ce que nous sommes nous aidera à définir ce que nous voulons faire collectivement.

Ce débat ne doit pas conduire à l'adoption de solutions déconnectées de la réalité ; ces solutions proposées décennie après décennie aux vieux partis et à la vieille classe politique. Celles pensées par ceux qui, contrairement aux élus locaux et aux parlementaires, ne sont pas à « portée de baffes » de nos concitoyens.

En enracinant ce débat dans les territoires, nous le rendons plus vivant, plus fort, nous nous donnons les moyens de faire émerger des solutions originales. Le débat doit appartenir à chacun et surtout n'être accaparé par aucune minorité violente ou trop habituée des concertations. Personne ne peut revendiquer le monopole du peuple. Nul ne peut partir du principe qu'il sait et que les autres sont ignorants.

Nous proposons aux Français de saisir pleinement cette chance de débat, de le rendre intense et foisonnant, d'en faire un moment de réunion citoyenne, d'invention et de réflexion sans tabou, et finalement de renforcement des liens qui nous unissent dans cette nation que nous aimons.

**Aurore Bergé, Stanislas Guerini
et Amélie de Montchalin**
sont députés LREM.

Cette tribune a été cosignée par une centaine de députés (liste complète sur lesechos.fr)